

CSO
N°123
DU 01/02/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE

3^{ème} CHAMBRE CIVILE,
COMMERCIALE et
ADMINISTRATIVE

AFFAIRE

Monsieur BOHOUSSOU Konan

C/

Madame OULA Monsseye Ella
Rosine



GREFFE DE LA COUR
D'APPEL D'ABIDJAN
SERVICE INFORMATIQUE

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

TROISIEME CHAMBRE CIVILE,
COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE

AUDIENCE DU VENDREDI 01 FEVRIER 2019

La troisième chambre civile, commerciale et administrative de la Cour d'Appel d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi premier février deux mil dix-neuf à laquelle siégeaient :

Madame TIENDAGA Gisèle, Président de Chambre, Président ;

Monsieur KOUAME Georges et Monsieur TOURE Mamadou, Conseillers à la Cour, Membres ;

Avec l'assistance de Maître TOKPA Alexandre, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE : Monsieur BOHOUSSOU Konan, né le 07 janvier 1956 à Toumodi, fils d'OKA Bohoussou et de N'GORAN Amenan, Ivoirien, Instituteur à la retraite, domicilié à Agboville ;

APPELANT ;

Comparant et concluant en personne ;

D'UNE PART ;

Et : Madame OULA Monsseye Ella Rosine, née le 21 décembre 1987, Ivoirienne, Ménagère, domiciliée à Agboville ;

Comparant et concluant en personne ;

INTIMEE ;

D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent ni nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : La Section de Tribunal d'Agboville statuant en la cause, en matière civile, a rendu le jugement n°217 du 22 juin 2016, enregistré à Agboville le 05 septembre 2016, (reçu dix huit mille francs), duquel il convient de se reporter ;

Par exploit en date du 26 janvier 2017, Monsieur BOHOUSSOU Konan déclare interjeter appel du jugement sus-énoncé et a, par le même exploit assigné Madame

OULA Monsseye Ella Rosine à comparaître par devant la Cour de c siège à l'audience du vendredi 03 mars 2017, pour entendre infirmer ledit jugement ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°287 de l'an 2017 ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le vendredi 09 novembre 2018 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

Le Ministère Public a qui le dossier a été communiqué le vendredi 8 décembre 2017 a conclu qu'il plaise à la Cour :

Déclarer Monsieur BOHOUSSOU Konan recevable en son appel ;

L'y dire partiellement fondé ;

Infirmer le jugement entrepris en ce qui concerne le divorce aux torts partagés de l'époux ;

Statuant à nouveau

Prononcer le divorce aux torts partagés des deux époux ;

Dire que les dommages et intérêts ne sont pas dus à l'épouse ;

Confirmer le jugement pour le surplus ;

Condamner les époux aux dépens ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du vendredi 1^{er} février 2019 ;

Advenue l'audience de ce jour vendredi 1^{er} février 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Où les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Vu les conclusions du Ministère Public ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit du 26 janvier 2017, Monsieur BOHOUSSOU Konan a attrait madame OULA Monsseye Ella Rosine épouse BOHOUSSOU devant la juridiction de ce siège pour relever appel du jugement N°217 du 22 juin 2016 rendu par la section de tribunal d'Agboville dont le dispositif est le suivant:

4

appel du jugement N°217 du 22 juin 2016 rendu par la section de tribunal d'Agboville dont le dispositif est le suivant:

« Déclare recevable la demande de divorce de Monsieur BOHOUSSOU Konan;

L'y dit partiellement fondé;

Prononce aux torts exclusifs de l'époux le divorce de BOHOUSSOU Konan et OULA Monsseyé Ella Rosine;

Confie la garde des deux enfants mineurs communs, en l'occurrence BOHOUSSOU Dorcas et BOHOUSSOU Cédric au père;

Accorde à la mère un droit de visite et d'hébergement qu'elle pourra exercer tous les derniers week-ends du mois ainsi que pendant la moitié des petites et grandes vacances scolaires, à charge d'aller les chercher ou les faire chercher et les ramener au domicile du père;

Met les frais d'entretien, de scolarité et de santé à la charge du père;

Condamne BOHOUSSOU Konan à payer à madame OULA Monsseyé Ella Rosine la somme de 2.000.000 francs à titre de dommages et intérêts;

Le condamne à lui payer également la somme de 25.000 francs mensuellement à titre de pension alimentaire;

Ordonne la liquidation de la communauté ayant existé entre les ex-époux;

Commet pour y procéder Maître ANON N'cho Stéphane, greffier-notaire à la section de tribunal d'Agboville et monsieur le juge chargé des affaires matrimoniales pour surveiller les opérations et faire un rapport en cas de difficultés;

Dit qu'en cas d'empêchement des juges et notaire commis, il sera pourvu à leur remplacement par ordonnance sur requête du tribunal de ce siège;

Dit que le dispositif du présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la mairie d'Agboville et mentionné en marge des actes de naissance de chacun des époux;

Dit que les formalités ci-dessus prescrites seront effectuées à la diligence du Ministère Public;

Dit qu'en cas d'inaction du Ministère Public, ces formalités seront requises directement par les parties sur présentation du dispositif du présent jugement;

Condamne l'époux aux dépens. »

Monsieur BOHOUSSOU Konan explique qu'il a contracté mariage avec madame OULA Monsseyé Ella Rosine le 04 avril 2013 devant l'officier de l'état civil de la mairie d'Agboville ;

De leur union sont nés deux enfants ;

Contre toute attente, après le mariage, son épouse a radicalement changé de comportement de sorte qu'il a été contraint de solliciter le divorce;

Il soutient qu'il n'a jamais interdit l'accès de la chambre conjugale à son épouse contrairement aux déclarations de celle-ci ;

Quant à l'abandon du domicile conjugal, il s'insurge contre le fait que le juge exige de lui, les preuves dudit abandon alors qu'il s'en tient aux allégations de sa conjointe qui prétend avoir été chassée de la chambre conjugale ;

Il produit pour ce faire un procès verbal de constat d'abandon de domicile conjugal daté du 13 septembre 2013 ;

Pour lui, le divorce doit être prononcé aux torts exclusifs de son épouse de sorte qu'il n'y a plus lieu à paiement de dommages et intérêts ;

Il sollicite donc l'infirmité du jugement attaqué ;

En répliques, Madame OULA Monsseye Ella Rosine déclare faire confiance à la Cour tout en sollicitant la confirmation de la décision entreprise ;

Le Ministère Public conclut qu'il plaise à la Cour prononcer le divorce aux torts partagés des époux ;

SUR CE

Les parties ayant conclu, il y'a lieu de statuer contradictoirement ;

EN LA FORME

L'appel ayant été interjeté dans les forme et délai prescrits par la loi, il est recevable ;

AU FOND

SUR LE DIVORCE

L'appelant sollicite le divorce en invoquant l'abandon du domicile conjugal, les menaces de mort et le refus par son épouse, du devoir conjugal;

Relativement aux faits d'abandon, Monsieur BOHOUSSOU Konan produit au dossier deux procès-verbaux datés des 13 septembre 2013 et 14 janvier 2017 desquels il ressort que depuis le courant de l'année 2013, Madame OULA Monsseye Ella Rosine ne réside plus au domicile conjugal ;

Il est constant que l'intimée se défend contre ces griefs en prétendant qu'elle a été chassée de la chambre conjugale par son époux et que ses absences du domicile conjugal s'expliquent par le fait qu'elle se rend très souvent chez sa sœur à Attingué pour solliciter son appui financier car son conjoint refuse de subvenir à ses besoins ;

Vu que cependant, elle ne prouve pas ses allégations, notamment que c'est avec l'autorisation de son conjoint qu'elle s'est rendue chez sa sœur et que ses visites ont été ponctuelles; il ya lieu de considérer qu'elle ne conteste pas sérieusement les faits d'abandon du domicile conjugal qui lui sont reprochés ;

Étant donné qu'il résulte des procès-verbaux précités que c'est

depuis le 10 septembre 2013 que Madame OULA Monsseye Ella Rosine a délaissé le domicile conjugal et n'y est plus retournée ;

Il ya lieu de juger que les faits reprochés ont rendu intolérable le maintien du lien conjugal ;

Dès lors, prononce le divorce du couple BOHOUSSOU aux torts exclusifs de l'épouse ;

SUR LES CONSEQUENCES DU DIVORCE
SUR LA GARDE DES ENFANTS MINEURS ET SUR LA
CONTRIBUTION A LEUR ENTRETIEN, LEUR EDUCATION
ET LEUR SANTE

Les parties ne sollicitent pas l'infirmer du jugement querellé sur ces chefs ;

Il convient de confirmer le jugement entrepris sur ces points ;

SUR LA PENSION ALIMENTAIRE ET LES
DOMMAGES ET INTERETS

Monsieur BOHOUSSOU Konan prie la Cour de bien vouloir infirmer le jugement entrepris relativement aux condamnations à payer à l'intimée la somme de 2.000.000francs CFA à titre de dommages-intérêts et 25.000francs CFA à titre de pension alimentaire ;

Selon les dispositions de l'article 20 de la loi N°64-376 du 7 octobre 1964, modifiée par les lois N°83-801 du 2 août 1983 et N°98-748 du 23 décembre 1998 relative au divorce et la séparation de corps : « Les juges pourront allouer au conjoint qui aura obtenu le divorce ou la séparation de corps des dommages et intérêts pour le préjudice matériel ou moral à lui causé par la dissolution du mariage ou la séparation. »

L'article 27 de la loi précitée énonce en outre que le tribunal pourra accorder à l'époux qui a obtenu le divorce « ...une pension alimentaire qui ne pourra excéder le quart des revenus de cet époux » ;

Il résulte de ces deux dispositions que tant la pension alimentaire que les dommages-intérêts ne peuvent être alloués qu'à l'époux qui a obtenu le divorce ;

Le divorce ayant été prononcé aux torts exclusifs de Madame OULA Monsseye Ella Rosine, il convient dès lors de la débouter de sa demande de paiement de pension alimentaire et de dommages et intérêts ;

Infirme par conséquent le jugement entrepris concernant ces points ;

SUR LA LIQUIDATION DE LA COMMUNAUTE

Sur ce chef, les parties n'ont pas émis de griefs ; il convient par conséquent de confirmer le jugement attaqué sur ce point ;

SUR LES DEPENS

Madame OULA Monsseye Ella Rosine succombant, il y'a lieu de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement après débats chambre du conseil, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

EN LA FORME

Déclare Monsieur BOHOUSSOU Konan recevable en son appel ;

AU FOND

L'y dit bien fondé ;

Reforme le jugement attaqué ;

Prononce le divorce des époux BOHOUSSOU aux torts exclusifs de l'épouse ;

Déboute Madame OULA Monsseye Ella Rosine de ses demandes en paiement de pension alimentaire et de dommages intérêts;

Confirme le jugement attaqué pour le surplus ;

Condamne l'intimée aux dépens.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la cour d'appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire) les jour, mois et an que dessus ;

Et ont signé le président et le greffier.

N° 00282813

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le 21 MAI 2019
REGISTRE A. J. Vol. 45 F° 40
N° 295 Bord 213/19
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

[Signature]

[Signature]